

# **Conseils mixtes, CPSSP et CDPISP Groupes de travail et communautés de pratique – Plans de travail 2023-2024**

Collaboration intergouvernementale visant  
à améliorer l'efficacité de la prestation des services  
dans le secteur public



# Contenu

---

<b>Aperçu</b>	03
À propos des Conseils mixtes	04
Qui nous sommes et ce que nous faisons	05
Groupes de travail et communautés de pratique	07
<b>Plans de travail des groupes de travail / CdP</b>	09
<b>Carte des priorités</b>	34

## Communications

- Visitez le site Web réservé aux membres à l'adresse <https://citizenfirst.ca/our-work/councils>
- Communiquez avec le secrétariat de la CIEC :  
Maria Luisa Willan, directrice, Conseils mixtes : [maria.willan@iccs-isac.org](mailto:maria.willan@iccs-isac.org).

# Aperçu

---

Les Conseils mixtes, le Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) et le Conseil de la prestation de services du secteur public (CPSSP) ont créé et supervisent plus de 15 groupes de travail et communautés de pratique. Ces groupes ont été créés par les Conseils pour soutenir les priorités clés et ont une portée et une composition pancanadiennes. Les groupes fournissent des rapports réguliers aux Conseils sur leurs plans de travail et les résultats obtenus. Les Conseils mixtes fournissent une orientation et un soutien permanents aux groupes de travail et aux communautés de pratique. Le secrétariat de la CIEC sert de liaison directe entre les Conseils et les responsables des groupes de travail.

## À propos des Conseils mixtes

### Conseils mixtes

Le CPSSP et le CDPISP se réunissent en tant que « Conseils mixtes » pour traiter des questions d'intérêt commun. Les deux conseils collaborent afin d'améliorer l'efficacité de la fonction publique pour le public canadien. Plusieurs groupes de travail et communautés de pratiques des Conseils mixtes, le CDPISP et le CPSSP, misent sur les principaux secteurs prioritaires. Le CDPISP, le CPSSP et les Conseils mixtes, de concert avec l'ISAC, incarnent un modèle pancanadien unique de coopération et de collaboration entre les administrations.

### Conseil de prestation des services du secteur

#### public (CPSSP)

Le Conseil de prestation de services du secteur public (CPSSP) mise sur les grands enjeux de la prestation de services du secteur public auxquels sont confrontés tous les ordres de gouvernements du Canada; il est composé de hauts fonctionnaires d'organisations de prestation de services des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, ainsi que de hauts représentants municipaux par l'entremise de l'organisation des responsables municipaux de la prestation de services. Le CPSSP appuie un programme de recherche visant à mieux comprendre les éléments qui favorisent l'excellence dans la fonction publique et le partage des meilleures pratiques qui ont conduit à des initiatives d'intégration des services qui ont amélioré la prestation des services de la fonction publique à

#### Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP)

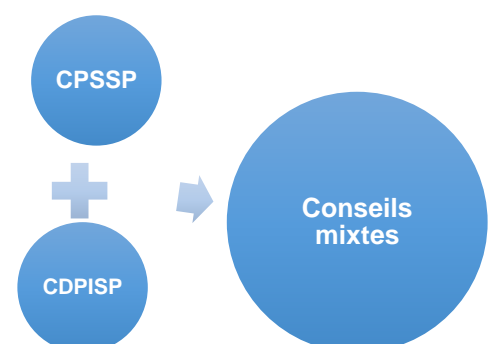
Le CDPISP axe ses efforts sur les enjeux pancanadiens en matière de gestion de l'information et de technologie de l'information; il est composé de dirigeants principaux de l'information des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et de hauts représentants municipaux de la technologie de l'information (TI) par l'entremise de l'Association des systèmes d'information municipale (ASIM). La mission du CDPISP est de permettre l'amélioration de la prestation des services au public canadien grâce à un travail de collaboration

### Principes opérationnels des Conseils mixtes

(Modèle logique des Conseils mixtes)

1. **Centré sur le client** – Veiller à ce que le client soit au centre de tout ce que le gouvernement fait dans le cadre de la cocréation.
2. **Confiance et sécurité** – Veiller à ce que les services soient conçus pour respecter la vie privée et que les citoyens peuvent avoir confiance que leurs renseignements sont en sécurité.
3. **Conception numérique** – Créer le numérique d'abord, afin que tous les canaux puissent tirer parti de la solution numérique.
4. **Collaboration** – Favoriser un environnement à tous les niveaux de gouvernement et dans l'ensemble des administrations afin de permettre aux équipes multidisciplinaires de fournir des services axés sur le client et de bénéficier de l'expérience et des connaissances collectives.
5. **Mesurable et géré** – Définir les résultats au départ et utiliser la recherche et la mesure pour créer les bonnes solutions et permettre l'amélioration des processus.

entre les gouvernements et de jouer un rôle de chef de file dans la gestion de la technologie de l'information et de la cybersécurité.



## Conseils mixtes : Qui nous sommes et ce que nous faisons

**Proposition de valeur :** Un modèle pancanadien unique de coopération et de collaboration entre les administrations pour régler les problèmes et cerner les possibilités d'améliorer l'efficacité des services publics pour le public canadien.

### Cadre opérationnel



#### Informier

Communiquer les connaissances dans l'ensemble des administrations fédérales, provinciales, territoriales et municipales (FPTM).



#### Mettre en commun

Renseignements et points de vue des administrations.



#### Collaborer

Favoriser l'établissement de solides relations entre les administrations.



#### Cocréer, coexécuter, innover

Promouvoir des initiatives qui exercent une influence sur la prestation de services efficaces, rentables et axés sur les citoyens et qui maximisent l'incidence collective.

### Principes directeurs et processus décisionnel

#### Intérêt commun

Tout en reconnaissant les intérêts communs, les membres respectent la diversité et l'indépendance de chaque administration membre.

#### Transparence

Promouvoir une interaction ouverte et honnête entre les membres du Conseil afin d'assurer la confiance, de faciliter la collaboration et d'encourager une participation optimale des membres.

#### Politiques, lois et règlements

Pour satisfaire aux besoins et aux attentes des Canadiens et des autres personnes desservies par le secteur public, il faut équilibrer les obligations et les exigences réglementaires du gouvernement.

#### Établir un consensus

Les décisions sont prises sur la base d'un consensus et le travail en commun est fondé sur le principe de la consultation et de la participation de tous les membres.

### Dirigé par les coprésidents des Conseils mixtes

Coprésident

provincial et territorial (PT)  
du CPSSP

Coprésident

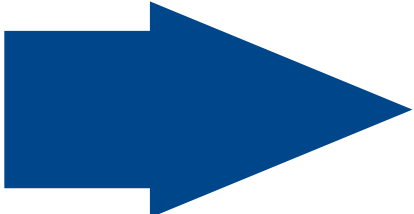
provincial, territorial et

## Objectifs stratégiques à long terme et principales priorités des Conseils mixtes

**Vision :** Favoriser des services publics de calibre mondial par la cocréation et la collaboration.

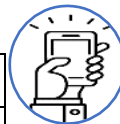
**Appel à l'action :** Accent et accélération pour habilitier le gouvernement numérique pour les Canadiens.

**Objectif :** Collaboration ciblée pour dépasser les attentes des citoyens.

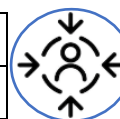
	Objectifs stratégiques à long terme	Résultats escomptés
	Habilitation du gouvernement sans frontières	Offrir un accès simple, direct et pratique à l'information et aux services du gouvernement pour les Canadiens, peu importe l'endroit où une personne vit ou fait des affaires.
	Favoriser une société numérique	Fournir aux Canadiens des services du secteur public, des soutiens et des données dont ils ont besoin pour vivre et faire des affaires dans la société d'aujourd'hui.
	Faciliter un gouvernement moderne et novateur	Tirer parti des données et de la recherche pour éclairer l'élaboration de politiques et de conception et de prestation de services tout en étant ouvert, transparent et efficace.

### Principales priorités des Conseils mixtes

Priorité 1
Confiance au numérique et titres de compétences numériques



Priorité 2
Services axés sur les clients



Priorité 3
Recherche et intelligence stratégique



## Groupes de travail et communautés de pratique

Les Conseils mixtes, le CPSSP et le CDPISP ont mis sur pied les groupes de travail et les communautés de pratique pancanadiens suivants qui appuient les domaines prioritaires établis par les Conseils.

### Conseils mixtes

- Forum de partage de renseignements et de collaboration multigouvernemental sur les initiatives, outils et principes de gouvernement ouvert.

Communauté de pratique de gouvernement ouvert du Canada



- Forum de partage de renseignements et de collaboration multigouvernemental pour soutenir le développement et l'amélioration continue de l'enregistrement et des avis de décès au Canada.

Communauté de pratique pour les avis de décès



- Mécanisme permettant aux administrations FPTM de collaborer et d'apprendre les unes des autres sur l'utilisation des logiciels libres et l'approche du travail dans un environnement ouvert.

Groupe de travail sur le gouvernement ouvert



- Accélérer le travail visant à fournir aux Canadiens une identité numérique de confiance. L'identité numérique est un élément fondamental de la transformation des services.

Programme de confiance au numérique et titres de compétences numériques



- Forum permettant aux administrations de travailler ensemble pour améliorer l'ensemble de la prestation de services par une approche axée sur le client.

GT sur les services et l'expérience axés sur les clients



- Forum national pour l'échange de renseignements sur la recherche sur l'accès à l'information, la communication des renseignements et la protection de la confidentialité, les meilleures pratiques, la formation, les produits informatiques et d'autres ressources.

Sous-comité sur la confidentialité



- Responsable de veiller aux recherches menées dans le but de soutenir le DPI intergouvernemental du secteur public ainsi que les collectivités de prestation de services.

Comité de recherche



- Échanger des renseignements et des expériences, et étudier les possibilités intergouvernementales pour collaborer sur des améliorations concrètes aux services pour les entreprises canadiennes.

Groupe de travail sur les services aux entreprises



- Améliorer l'expérience des clients en tirant parti des données ouvertes et de l'analyse avancée pour l'amélioration des services.

Groupe de travail sur le renseignement fondé sur les données



- Responsable du rafraîchissement annuel et de la promotion du manuel d'analyse.

Sous-groupe de travail sur le manuel d'analyse



## Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP)

- Forum national permettant de discuter d'approches et de pratiques exemplaires pour la mise en œuvre et l'utilisation de services d'informatique en nuage et des avantages obtenus du nuage. *(EN ATTENTE)*

Communauté de pratique pour l'infonuagique



- Forum national permettant de comprendre les expériences d'autres administrations qui ont adopté Microsoft Office 365 dans leur environnement de la TI.

Groupe de travail sur Microsoft Office 365



- Permet aux gouvernements participants d'échanger des renseignements, des politiques et des pratiques exemplaires sur les politiques sur les TIC.

Communauté de pratique sur les politiques relatives aux technologies de l'information et des communications



- Évalue les possibilités pour tous les ordres de gouvernements de tirer parti des ententes existantes et nouvelles.

Approvisionnement de technologies de l'information (TI) – Communauté de pratique



- Forum national visant à échanger des renseignements, des politiques, de pratiques de programme de sensibilisation à la sécurité et des initiatives d'architecture sur la protection des renseignements et à la cybersécurité.

National CISO Committee on Information Protection



## Conseil de prestation de services du secteur public (CPSSP)

- Forum permettant aux entités gouvernementales de travailler ensemble pour améliorer la prestation de services dans les centres de contact partout au Canada.

Communauté de pratique des centres de contact





## Plans de travail des groupes de travail

---

# Priorité 1 : CONFIANCE AU NUMÉRIQUE ET TITRES DE COMPÉTENCES



**Les Conseils mixtes restent déterminés à accélérer le travail sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques**

Les citoyens veulent un accès rapide et pratique aux programmes et aux services en ligne des secteurs public et privé et être assurés que leurs renseignements personnels seront recueillis, utilisés et divulgués conformément non seulement aux principes de la vie privée dès la conception, mais aussi aux lois et règlements applicables. La confiance au numérique est essentielle pour transformer les services gouvernementaux aux citoyens et aux entreprises. Les Conseils offrent une plateforme pancanadienne pour établir des partenariats et coordonner les efforts axés sur la prestation de services novateurs dans le secteur public et les initiatives de gouvernement numérique.

Les groupes de travail énumérés ci-dessous ont relevé des produits livrables ciblés qui appuient la priorité de confiance au numérique et titres de compétences numériques. *Voir la carte des priorités des Conseils mixtes.*

Objectif	Mandat	Résultats (2021/2022)	Plan de travail (2023/2024)
<b>PROGRAMME DE CONFIANCE AU NUMÉRIQUE ET TITRES DE COMPÉTENCES NUMÉRIQUES (CM)</b>			
<b>Leadership du programme pancanadien de confiance au numérique et de titres de compétences numériques</b>  <b>Établissement d'EAIn – Des experts des administrations en matière d'identité numérique (EAIn) comme point de leadership unique pour chaque administration.</b>  <b>Structures d'identité numérique simplifiées des Conseils mixtes.</b>  <b>Accélérer la mise en œuvre afin de tirer parti du Cadre de confiance</b>	<p>Les conseils mixtes ont créé le programme sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques afin d'accélérer les travaux sur l'identité numérique.</p> <p>Le programme vise à favoriser les relations au nom du secteur public afin de faire progresser le programme d'identité numérique tant au sein des organismes de confiance numérique des Conseils mixtes, y compris l'engagement de la table des experts des administrations en matière d'identité numérique (EAIn), que des intervenants externes de la confiance numérique.</p>	<p>A élaboré un plan de travail visant à accélérer la mise en œuvre de l'identité numérique (en s'appuyant sur le CPCF). Tirer parti des EAIN pour la vitesse, l'harmonisation, la collaboration et l'interopérabilité.</p> <p>A élaboré un plan de travail sur les cinq principaux volets de travail dans le cadre du Plan d'identification numérique : rétablissement après la réponse à la COVID-19, personnes vérifiées, portefeuilles numériques de confiance, organismes vérifiés, portefeuilles numériques de confiance, infrastructures publiques essentielles.</p> <p>A conseillé les conseils sur les cinq conditions clés pour faire progresser la mise en œuvre d'une solution numérique de confiance et d'identité. (<i>Rapport exécutif sur la recherche sur l'identité et la confiance numérique</i>)</p>	<p>En septembre 2022, les Conseils mixtes ont approuvé, en principe, les 3 composantes suivantes, y compris le besoin de financement.</p> <p>Pour 2023/2024, le programme sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques met l'accent sur l'avancement des trois principaux axes de travail suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li><b>1. Programme sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques – Secrétariat et communication (1,478 million de dollars)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir des services de secrétariat et de soutien aux nouveaux ministres du sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques et aux nouvelles tables des SM</li> <li>Déclaration commune et trame narrative partagée (partageable)</li> <li>BGP pour le programme sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques</li> </ul> </li> <li><b>2. Soutien à la collaboration harmonisée des équipes de mise en œuvre des</b></li> </ol>

<p><b>pancanadien (CPCF).</b></p> <p><i>Anciennement le programme d'identité numérique – le changement de nom rend mieux la nature générale des nombreux enregistrements, certificats, licences, permis, désignations et autorisations délivrés par les pouvoirs publics qui sont délivrés aujourd'hui sous forme papier/plastique et qui peuvent être améliorés par des mises à niveau des services afin de les délivrer en tant que titres numériques vérifiables et dignes de confiance.</i></p>	<p>La collaboration du secteur public pancanadien est essentielle pour obtenir un impact collectif afin de générer une infrastructure pancanadienne de confiance au numérique au service de tous les Canadiens. Les facteurs critiques de succès du programme sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques :</p> <p><b>(A) Normes et interopérabilité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Interopérabilité technique de base</li> <li>• Conceptions et formats des données des titres de compétence numériques</li> <li>• Acceptation et réutilisation des titres de compétence numériques dans l'ensemble des administrations</li> <li>• Reconnaissance mutuelle et registres de confiance</li> </ul> <p><b>(B) Lois et règlements</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Favoriser l'économie numérique</li> </ul> <p><b>(C) Consultation pancanadienne Participation de toutes les administrations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fracture numérique</li> </ul> <p><b>(D) Inclusif pour tous les Canadiens</b></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. A mis sur pied un espace de travail collaboratif de l'EAIN à l'aide de Slack qui appuie les membres de l'EAIN, la collectivité et les équipes de mise en œuvre collaboratrices du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique.</li> <li>2. En 2021/2022, le programme sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques était fortement axé sur le soutien de la réponse à la COVID liée à la preuve de vaccination. Le programme sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques a soutenu la création du Comité technique et de coordination FPT. Organisé et coprésidé avec les réunions hebdomadaires FPT du CCT de l'ASPC. Ce travail a été essentiel pour aider à déployer la preuve de vaccination à travers le pays.</li> </ol>	<p><b>administrations (1,712 million de dollars)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Démonstrations d'interopérabilité, exemples de travail à l'appui de la déclaration commune et de la trame narrative partagée</li> <li>• Correspondance et compatibilité par le soutien et les services dont ont besoin les équipes de mise en œuvre des administrations collaboratrices</li> <li>• Ouvrir la voie à l'ajout et à l'assistance d'autres administrations lorsqu'elles seront prêtes</li> </ul> <p><b>3. Soutien préliminaire pour les administrations de petite et moyenne taille (962 K\$*)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation des besoins au stade préliminaire</li> <li>• Aide à l'élaboration des autorisations, des cas d'utilisation de démonstration, etc.</li> <li>• Transfert de compétences et de connaissances, correspondance des plans et conceptions compatibles</li> </ul> <p><i>*Ce ne serait qu'un petit début pour aider ces administrations. PAS une réponse complète.</i></p> <p>Le responsable du programme sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques travaille avec les administrations sur les documents requis pour le processus d'approbation du financement.</p> <p><b><u>Soutien continu supplémentaire fourni par la direction du programme sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques</u></b></p> <p><b><u>Conseils mixtes :</u></b></p> <p>Le directeur du programme sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques fait régulièrement rapport aux Conseils mixtes.</p> <p><b><u>Experts des administrations en matière d'identité numérique (EAIN) :</u></b> Le directeur du programme sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques dirige et gère la table des EAIN et ses réunions mensuelles. En raison des capacités limitées de la CIEC, le Secrétariat fournit un soutien à la table des EAIN en ce qui concerne les réunions.</p>
---	---	--	---

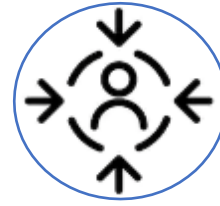
	(E) Partenariats internationaux		<p><b><u>Équipe d'intervention de la direction sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques</u></b> : Le directeur du programme sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques dirige et gère l'équipe d'intervention et ses réunions mensuelles. Le secrétariat de la CIEC fournit un soutien à l'équipe d'intervention en ce qui concerne les réunions.</p> <p><b><u>Les intervenants de la confiance au numérique</u></b> : Le responsable du programme sur la confiance au numérique et les titres de compétences numériques présente à d'autres tables de confiance numérique, internes et externes, selon les besoins ou les invitations.</p>
Objectif	Mandat	Résultats 2021/2022	Plan de travail (2023/2024)
<b>GROUPE DE TRAVAIL SUR LES SERVICES AUX ENTREPRISES (S2B) (CM)</b>			
<p>Le groupe de travail S2B est un forum permettant aux dirigeants et aux praticiens du secteur public canadien de partager des expériences et des renseignements, et de soutenir la collaboration axée sur l'amélioration des services aux entreprises.</p> <p>La confiance numérique pour les entreprises est la priorité absolue, car elle est à la base de l'amélioration des services aux entreprises.</p> <p>Les administrations ont reconnu l'intérêt d'adopter une approche axée sur le client et la collaboration pour concevoir et fournir des services aux entreprises.</p> <p>Servir de véhicule de collaboration</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partager des renseignements et des expériences et explorer les occasions et les défis pour améliorer la prestation de services du secteur public pour les entreprises clientes. Plus précisément, il s'agit d'établir et de mettre en œuvre des améliorations tangibles des services fondées sur une collaboration intergouvernementale qui se traduit par une amélioration de la prestation et de l'excellence des services aux entreprises dans tout le Canada.</li> </ul> <p>La portée de son travail comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuivre</li> </ul>	<p>Le GT S2B s'est orienté vers la mise en œuvre d'applications pratiques des références numériques pour les entreprises.</p> <p><b>Initiative 1 : Projet pilote sur les titres de compétence numériques bancaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Phase 1 (automne 2020 au printemps 2021) terminée : L'ISDE, la Colombie-Britannique et l'Alberta ont mis en place la capacité de délivrer aux entreprises des titres de compétence numériques, conservés dans leurs portefeuilles numériques.</li> <li>Phase 2 (printemps 2021 à automne 2022) : Collaboration avec ATB Financial et certaines banques canadiennes pour tester l'acceptation de ces titres de compétence d'identité numérique afin que les entreprises puissent ouvrir des comptes bancaires sans avoir à recourir à des procédures en personne et sur papier.</li> </ul> <p><b>Initiative 2 : Projet pilote du</b></p>	<p>Le groupe de travail S2B a mis l'accent sur le projet-pilote d'identité numérique et de références numériques pour les entreprises. Ce projet devant s'achever en février 2023, <b>le groupe de travail S2B devra se consacrer à l'exploration d'autres domaines d'amélioration du service, notamment en ciblant les éléments du plan de travail au début de 2023.</b></p> <p>À compter d'août 2022, le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) a assumé le leadership global des travaux sur les titres de compétences numériques au nom du gouvernement du Canada, y compris la plupart des initiatives sur les titres de compétences numériques d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE). ISDE continuera à soutenir le SCT sur les composantes essentielles des titres de compétences numériques. À l'avenir, le groupe de travail devra déterminer si les projets liés aux titres de compétences numériques continueront d'être explorés en 2023, et si oui, quel(s) projet(s) précisément.</p> <p><b>Par ailleurs, le groupe de travail S2B peut souhaiter explorer d'autres domaines numériques d'amélioration des services aux entreprises.</b></p> <p><b>Projet-pilote d'identité numérique et de références numériques pour les entreprises</b></p> <p>Innovation, Science et Développement économique Canada (ISDE) et Corporations</p>

<p>intergouvernementale pour soutenir des initiatives tangibles, mieux comprendre et fournir des recommandations sur les approches pancanadiennes en matière de services numériques aux entreprises.</p> <p>Les visions du service aux entreprises à travers le pays démontrent une harmonisation entre les administrations et des facteurs similaires sont pris en compte, à savoir le contexte économique actuel et la nécessité de soutenir la productivité et la compétitivité des entreprises, la réduction des formalités administratives, l'innovation et le changement technologique, la nécessité d'accroître l'efficacité et les attentes croissantes des entreprises clientes.</p>	<p>l'avancement et le partage des initiatives entre les administrations afin de parvenir à une meilleure intégration des services aux entreprises.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir des occasions de partager et d'adopter les meilleures pratiques en matière d'innovation de services.</li> <li>Réduire les formalités administratives pour permettre aux entreprises de fonctionner efficacement et fournir des aides qui les mettront en position de réussite.</li> </ul> <p><b>Objectifs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Collaborer entre les administrations FPTM pour partager des renseignements et des expériences en matière de services aux entreprises, et pour discuter des problèmes auxquels sont confrontés les gestionnaires et les praticiens des services aux entreprises.</li> <li>Lancer des initiatives et des projets pilotes expérimentaux à petite échelle, en partageant les</li> </ul>	<p><b>service national de confiance numérique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Phase 1 (de l'été 2021 à l'automne 2021) : Établir l'infrastructure pilote pour le service national de confiance numérique avec les fournisseurs et développer les cas d'utilisation de la carte d'identité numérique avec les participants.</li> <li>Phase 2 (de l'automne 2021 à l'automne 2022) : Tester le National Digital Trust Service avec les participants et leurs cas d'utilisation, en améliorant le service sur la base de la rétroaction et des résultats.</li> </ul>	<p>Canada, en partenariat avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, le gouvernement de l'Alberta, les plus grandes banques du Canada (Consortium Verified.Me) et ATB Financial, ont exploré l'utilisation de titres de compétence numériques émis pour permettre aux entreprises d'ouvrir des comptes bancaires sans avoir à recourir à des processus en personne et sur papier.</p> <p><b>Projet-pilote d'identité numérique et de références numériques pour les entreprises</b></p> <p><b>1. Mise à jour du projet</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La phase 1 du projet a été lancée en septembre 2020 et s'est achevée en juin 2021. Au cours de cette phase, Corporations Canada, la Colombie-Britannique et l'Alberta ont consolidé leurs capacités à délivrer des titres de compétence d'identité numérique à certains portefeuilles numériques.</li> <li>La phase 2 du projet est en cours et devrait s'achever en février 2023, date à laquelle un rapport final et une vidéo de démonstration de bout en bout seront disponibles. Au cours de cette phase, des tests d'expérience utilisateur ont été réalisés, qui ont démontré qu'il est possible d'utiliser les titres de compétence numérique de base de plusieurs administrations pour demander des comptes bancaires d'entreprise sans avoir à recourir à des procédures en personne et sur papier.</li> </ul> <p><b>2. Principaux points à retenir</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Au cours du projet-pilote d'identité numérique et de références numériques pour les entreprises, les partenaires ont développé un écosystème de titres de compétence numériques plus interopérable, une meilleure compréhension des considérations commerciales et politiques pour un éventuel lancement de la production, et une meilleure compréhension de l'expérience du client avec les titres de compétence numériques.</li> <li><b>Test du projet :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>En août 2022, les partenaires du projet ont testé l'utilisation d'identifiants numériques délivrés par le gouvernement pour faciliter la conformité réglementaire et les transactions numériques de bout en bout.</li> <li>Le test de l'expérience utilisateur a</li> </ul> </li> </ul>
---	--	--	--



	<p>meilleures pratiques et les enseignements tirés de la prestation de services du secteur public aux entreprises</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir l'amélioration des services aux entreprises</li> <li>• Explorer les possibilités de collaboration intergouvernementale pour réduire les formalités administratives et améliorer la prestation de services aux entreprises.</li> <li>• Consolider l'engagement avec d'autres intervenants clés pour soutenir le travail lié aux priorités du GT.</li> <li>• Soutenir les priorités des conseils mixtes en aidant à cibler les représentants des administrations qui participeront aux équipes de projet ou de travail mises en place par les conseils mixtes.</li> </ul>		<p>montré comment les titres de compétence numériques pouvaient réduire le temps et les efforts nécessaires aux entreprises pour ouvrir des comptes bancaires professionnels à environ 30 minutes, par rapport aux longs processus actuels basés sur le lieu et le papier. La majorité des participants ont indiqué qu'ils souhaiteraient utiliser des titres de compétence numériques pour leurs opérations bancaires futures.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les résultats du test de l'expérience utilisateur ont montré qu'il existe des problèmes d'interopérabilité entre les différents cadres technologiques de délivrance et de vérification des services et des portefeuilles numériques, ce qui souligne la nécessité d'investir pour permettre aux entreprises d'utiliser leurs certificats numériques dans l'ensemble de l'économie. La mise à l'échelle pour l'interopérabilité peut être complexe et nécessite du temps et les bonnes ressources.</li> <li>○ La réussite du projet peut être utilisée pour contribuer au développement de solutions d'authentification numérique dans les secteurs bancaire et industriel, y compris la mise en production de la possibilité d'ouvrir des comptes bancaires d'entreprise à l'aide d'authentifications numériques.</li> </ul> <p><b>3. Prochaines étapes</b></p> <p>Le projet pilote de justificatif numérique pour les services bancaires aux entreprises devrait s'achever en février 2023, date à laquelle un rapport final et une démonstration de bout en bout seront mis à la disposition du groupe de travail sur les services aux entreprises et des Conseils mixtes.</p>
--	---	--	---

# Priorité 2 : SERVICES AXÉS SUR LE CLIENT



**Les services axés sur le client consistent à concevoir des services de manière à tenir compte des besoins des citoyens, et non ceux du gouvernement.**

*Les groupes de travail énumérés ci-dessous ont relevé des produits livrables ciblés soutenant la priorité des services axés sur le client. Voir la carte des priorités des Conseils mixtes.*

Objectif	Mandat	Résultats 2021/2022	Plan de travail (2023/2024)
<b>GROUPE DE TRAVAIL SUR LE RENSEIGNEMENT FONDÉ SUR LES DONNÉES</b> <b>GROUPE SUR LE MANUEL D'ANALYSE (CM)</b>			
<p>En avril 2017, les greffiers et secrétaires de cabinet ont exprimé un vif intérêt pour la priorité sur le renseignement fondé sur les données et ont noté l'absence d'un SM champion pour cette initiative. En mai, la table des SM FPT a convenu qu'il fallait faire progresser le renseignement fondé sur les données pour explorer les avantages du renseignement fondé sur les données du point de vue des services.</p> <p>En août 2017, une communauté de</p>	<p>Explorer les questions ayant un impact sur la capacité des gouvernements à améliorer l'expérience client. Cela comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>explorer l'état actuel de l'acceptation par le public de l'utilisation des données pour améliorer les services au sein et entre les différents paliers de gouvernement</li> <li>explorer le cadre réglementaire existant et élaborer des recommandations pour répondre aux principales priorités des Conseils mixtes et du CPSSP.</li> </ul>	<p><b>Groupe de travail du renseignement fondé sur les données :</b></p> <p>Le groupe a terminé son rapport sur l'acceptation par le public de l'utilisation des données par le gouvernement. Le rapport a été présenté aux CM en octobre 2021.</p> <p><a href="#">Aperçu de l'acceptation par le public de l'utilisation des données par le gouvernement.</a></p> <p>En 2022, les coprésidents du groupe ont présenté aux Conseils mixtes des recommandations sur les activités futures basées sur les conclusions du rapport.</p> <p>Les Conseils mixtes ont approuvé une proposition et le financement d'un travail de recherche sur le « <b>partage des données au sein et entre les organisations gouvernementales au service du public</b> ».</p> <p>Ce travail s'appuie sur des recherches antérieures sur l'acceptation du partage des données par le public.</p>	<p><b>Groupe de travail du renseignement fondé sur les données :</b></p> <p>Le groupe de travail du renseignement fondé sur les données entreprend des travaux de recherche sur le « <b>partage des données au sein et entre les organisations gouvernementales au service du public</b> », comme approuvé par les Conseils.</p> <p>Ce travail s'appuie sur des recherches antérieures sur l'acceptation du partage des données par le public. <a href="#">Aperçu de l'acceptation par le public de l'utilisation des données par le gouvernement.</a></p> <p>Ce travail consiste à développer une compréhension du cadre des règles actuelles en documentant les cas d'utilisation pour le partage des données, à la fois actuels et envisagés, qui bénéficieront à la prestation de services aux citoyens. Relever les obstacles législatifs et politiques à la prestation de services intégrés et continus grâce au partage des données entre les différents niveaux de gouvernement et cibler les possibilités de réforme législative pour encourager le partage pratique des données et permettre des utilisations secondaires non autorisées actuellement. Recherche</p>

<p>pratique FPT a été créée dans le cadre du CPSSP. Les membres ont également proposé l'élaboration d'un guide de l'analyse.</p> <p>En février 2020, les Conseils mixtes ont approuvé un changement dans la structure hiérarchique, le groupe de travail du renseignement fondé sur les données faisant directement rapport aux Conseils mixtes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir l'exploitation des données ouvertes et de l'analyse avancée des données pour améliorer la prestation de services en mettant à jour chaque année le manuel d'analyse.</li> <li>Agir en tant que facilitateur et catalyseur de l'utilisation des données au sein et entre les différents paliers de gouvernement au Canada, afin de mieux comprendre les besoins des clients et d'élaborer des solutions pratiques.</li> </ul> <p>Les activités du groupe de travail permettront à la fonction publique d'être à l'avant-garde de la prestation d'excellents services modernes où l'utilisateur répond ou dépasse les attentes de la population et des entreprises canadiennes.</p>	<p><b><u>Sous-groupe de travail sur le guide sur les analyses</u></b></p> <p>Mise à jour de 2021 : Le groupe sur le guide sur les analyses a terminé une mise à jour avec 11 nouveaux cas d'utilisation pour un total de 18 cas d'utilisation. Le groupe, en collaboration avec la CIEC, a élaboré une version numérique du guide.</p> <p>Mise à jour de 2022 : Le groupe sur le guide sur les analyses a terminé une mise à jour avec 12 nouveaux cas d'utilisation pour un total de 30 cas d'utilisation. Le guide interactif est hébergé dans le site Web Citoyens en tête (alimenté par le CIEC). Cette information est accessible au public.</p> <p><a href="https://citizenfirst.ca">ICCS : Guide sur les analyses (citizenfirst.ca)</a></p>	<p>sur les progrès réalisés en matière d'approches de type guichet unique dans la prestation de services à travers le Canada, et sur les efforts déployés pour passer à un modèle de consentement commun dans la prestation de services, et mise en correspondance de ces efforts avec les cas d'utilisation. Cette recherche doit également inclure une analyse intergouvernementale des autorités de données émergentes en tant que courtiers. Rédiger des questions appropriées pour les futures recherches sur l'opinion publique concernant l'acceptabilité des changements législatifs par rapport aux cas d'utilisation.</p> <p>Grâce à un processus d'appel d'offres géré par le secrétariat de la CIEC, Davis Pier Consulting s'est vu attribuer le contrat. Le produit final sera présenté aux Conseils en septembre pour commentaires et approbation.</p> <p>Ces travaux devraient être achevés en septembre 2023.</p> <p><b>Sous-groupe de travail sur le guide sur les analyses</b></p> <p>Le groupe se réunira en avril 2023 pour travailler à la mise à jour annuelle du guide. La version actualisée sera présentée aux Conseils mixtes en novembre 2023.</p> <p><b>REMARQUE :</b> au cours des dernières années, en raison du manque de ressources des groupes de travail, le secrétariat du CIEC a dû intervenir et fournir un soutien complet en matière de secrétariat au groupe de travail sur l'intelligence guidée par les données et au sous-groupe sur le manuel d'analyse pour qu'ils puissent fonctionner et accomplir leurs tâches. Le CIEC ne peut plus fournir ce soutien à l'avenir et le secrétariat doit être fourni par les membres du groupe de travail OU le groupe de travail devra présenter une demande de financement aux Conseils pour ce soutien.</p>
Objectif	Mandat	Résultats 2021/2022	Plan de travail (2023/2024)
COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE POUR LES AVIS DE DÉCÈS (CM)			
La CdP des AD est un forum de	Les membres peuvent partager,	En 2021, la CdP sur les avis de décès a mis l'accent sur les	Le partage de renseignements pour soutenir la réalisation des objectifs



<p>partage d'informations qui permet de discuter et d'échanger des renseignements en vue de soutenir le développement et l'amélioration continue de l'enregistrement et des avis de décès au Canada.</p>	<p>discuter et collaborer sur des sujets liés à l'enregistrement et aux avis de décès, tels que, mais sans s'y limiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Recherche et analyse des résultats, des tendances et des lacunes;</li> <li>• Enseignements tirés, meilleures pratiques et prochaines pratiques;</li> <li>• Normes de données, technologie et interopérabilité;</li> <li>• Gestion des risques;</li> <li>• Gestion de l'identité;</li> <li>• Plans directeurs, feuilles de route, initiatives et projets en cours et à venir;</li> <li>• Possibilités de correspondance et de planification stratégiques; et</li> <li>• Possibilités de nouveaux partenariats.</li> </ul>	<p>initiatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Financement des initiatives d'enregistrement électronique des décès.</li> <li>• Système national d'acheminement des données (SNA) – Expansion et améliorations</li> <li>• Projet sur les liens d'identité</li> <li>• Améliorer l'exactitude des données pour l'enregistrement électronique des décès</li> </ul> <p>En 2022, le groupe a fourni un rapport d'étape aux Conseils au sujet du travail et des projets-pilotes qu'entreprennent les partenaires fédéraux et provinciaux en ce qui a trait aux avis de décès.</p> <p>En décembre 2022, la CIEC a envoyé aux membres des Conseils, au nom des coprésidents, deux questions :</p> <p><b>1. Comment le travail des autres sous-comités peut-il aider à résoudre les limites de la communauté de pratique, plus particulièrement en ce qui concerne l'établissement d'une norme de service à l'échelle canadienne pour le registre des avis de décès et la possibilité d'une meilleure identification des personnes décédées?</b></p> <p><b>2. Avez-vous des suggestions sur la manière de consolider la valeur de la communauté de pratique?</b></p> <p>Réponses reçues :</p> <p><b>ARC :</b> <u>Réponse à la Q1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'Agence du revenu du Canada (ARC) et Revenu Québec mettent actuellement sur pied un groupe de travail au niveau des directeurs afin de comparer et de simplifier les processus pour les exécuteurs testamentaires qui règlent les dernières obligations fiscales d'une personne décédée. Revenu Québec a exprimé son</li> </ul>	<p>suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroître l'efficacité et améliorer les délais de service dans l'enregistrement des avis de décès au Canada.</li> <li>• Faciliter un accès national rapide aux avis de décès pour les organisations fédérales, provinciales et territoriales admissibles, ainsi que pour d'autres entités.</li> <li>• Améliorer l'expérience du service à la clientèle pour les avis de décès</li> </ul> <p>La CdC sur les avis de décès a lancé trois initiatives pour l'enregistrement électronique des décès :</p> <p><b>1. <u>Saskatchewan :</u></b> Phase II : mobilisation totale avec Axiell dans la phase de conception et de développement. Lancer un plan de communication et s'engager auprès des principaux intervenants (médecins, infirmières praticiennes, coroners et directeurs de funérailles). Le développement devrait être validé avec ces intervenants en mars 2023, le lancement initial étant prévu pour septembre 2023.</p> <p><u>Résultats :</u> Amélioration de la rapidité et de la précision de l'enregistrement des données relatives aux décès en SK et de la notification aux partenaires fédéraux admissibles.</p> <p><b>2. <u>Terre-Neuve-et-Labrador :</u></b> Lancement du système d'avis électronique des décès le 25 octobre 2022. Comme il n'en est qu'à ses débuts, il y a eu quelques problèmes, mais dans l'ensemble, le lancement se déroule bien. Il est estimé que l'enregistrement du décès sera saisi dans un délai de 7 à 10 jours ouvrables.</p> <p><u>Résultats :</u> Amélioration de la rapidité et de la précision de l'enregistrement des données relatives aux décès à T.-N.-L.</p> <p><b>3. <u>Québec</u></b> <u>Description :</u> Un système d'information sur les événements démographiques qui remplit électroniquement un certificat de décès (étape effectuée par l'auteur d'un certificat médical de décès); transmet les renseignements du certificat de décès à l'Institut de la</p>
--	--	---	--

		<p>intérêt à échanger sur les activités qui se déroulent après l'enregistrement d'un décès. Les thèmes de la normalisation des avis de décès et de la possibilité d'une meilleure identification des personnes décédées peuvent intéresser ce groupe de travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• À l'ARC, il existe un groupe de travail au niveau des directeurs, dirigé par la Direction générale des recouvrements et de la vérification, sur le vol d'identité. Les défis liés à l'identification des personnes décédées dans le contexte de la fraude peuvent intéresser ce groupe.</li> </ul> <p><u>Réponse à la Q2 :</u> La communauté de pratique pourrait envisager de présenter ou de mettre en valeur des initiatives afin de fournir des possibilités d'apprentissage aux organisations. Par exemple, il est indiqué dans le rapport d'étape que la Saskatchewan a complètement numérisé le processus d'enregistrement des décès. Il serait intéressant de s'inspirer du travail effectué par d'autres organisations pour numériser leurs processus. À l'heure actuelle, les clients doivent informer l'ARC d'un décès par téléphone ou par courrier.</p> <p><b>Terre-Neuve-et-Labrador :</b> <u>Réponse à la Q1 :</u> Nous ne voyons pas le grand avantage des sous-comités à aider à résoudre les limitations. Si le groupe est légèrement divisé, les discussions seront plus faciles. Les provinces pourraient peut-être se regrouper en sous-comités (p. ex., : Canada atlantique) avec un membre désigné pour représenter le groupe, cela peut faciliter la conclusion d'un accord / la recherche d'un terrain d'entente / le travail sur les limites.</p> <p><u>Réponse à la Q2 :</u> Cela suggère un ordre du jour prévu plutôt qu'une discussion</p>	<p>statistique du Québec (ISQ) et au Directeur de l'état civil (DEC).</p> <p><u>Résultats :</u> Amélioration de la rapidité et de la précision de l'enregistrement des données relatives aux décès au Québec.</p> <p><u>État actuel :</u> Le Québec a reçu un financement fédéral. L'enregistrement électronique des décès est opérationnel depuis le 20 septembre 2022.</p>
--	--	--	--

		ouverte. Il est parfois difficile de suivre la discussion et de déterminer le sens de la conversation.	
Objectif	Mandat	Résultats 2021/2022	Plan de travail (2023/2024)
<b>CdP SUR LES SERVICES ET L'EXPÉRIENCE AXÉS SUR LES CLIENTS (CM)</b>			
<p>Les Canadiens qui recherchent des renseignements, des services et des programmes devraient bénéficier d'une expérience de service cohérente dans toutes les administrations et devraient être en mesure d'atteindre leurs objectifs avec un niveau élevé de confiance, de facilité et de satisfaction. Le palier de gouvernement qui fournit un service public ne devrait pas avoir d'importance.</p> <p>La CdP Conception et expérience CCS est un forum FPTM où les leaders de la recherche et de la conception de l'utilisateur peuvent se rencontrer pour partager les meilleures pratiques, la recherche, les connaissances, les leçons apprises et se réunir pour co-crée une vision</p>	<p>Forum permettant aux entités administratives de travailler ensemble pour améliorer l'ensemble de la prestation de services par une approche axée sur le client.</p> <p>Le champ d'action de la communauté couvre un éventail de sujets liés à l'expérience de service, et fournira un forum pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Partager votre expertise, vos défis, vos leçons apprises et vos réussites.</li> <li>Co-crée et arriver à une compréhension et une vision communes pour une expérience de service gouvernemental d'un citoyen canadien.</li> <li>Faire connaître et promouvoir la vision axée sur le client au sein des administrations membres et rendre compte des efforts déployés pour réaliser cette vision. Prendre le pouls des différentes administrations pour comprendre</li> </ul>	<p>La CdP Conception et expérience des services axés sur le client a tenu sa première réunion le 25 novembre 2021.</p> <p>Au cours de la session, les coprésidents se sont présentés et les membres ont appris à se connaître. En outre, le remue-méninges collectif utilisant MIRO a aidé la CdP à comprendre ce que les membres attendaient de l'adhésion et de la participation.</p> <p>Dans l'ensemble, le partage des renseignements, des meilleures pratiques et des enseignements tirés a reçu un soutien retentissant.</p> <p>Au cours de l'été 2022, les coprésidents ont décliné leur rôle en raison d'autres engagements.</p> <p>À l'automne 2022, les coprésidents fédéral et provincial ont été confirmés. Le groupe a également reconfirmé son adhésion.</p>	<p>La nouvelle direction fédérale et provinciale ayant été confirmée, les coprésidents du groupe organisent un nouveau lancement le 9 février 2023.</p> <p>Le groupe concentrera ses activités futures sur son mandat actuel et sur les priorités des Conseils.</p> <p>Les conseils mixtes peuvent fournir une orientation permanente au groupe, soit directement, soit par l'intermédiaire de leur membre respectif au sein du groupe.</p>

<p>de l'expérience client d'un citoyen canadien du futur.</p> <p>Cette CdP a été créée après que le GT sur les services axés sur le client ait terminé son travail. Le premier groupe a élaboré un outil numérique et un guide de l'utilisateur pour le modèle de maturité intergouvernementale (automne 2019)</p> <p><a href="#">ICCS : Modèle de maturité axé sur le citoyen (citizenfirst.ca)</a></p>	<p>les différents états de préparation à l'adoption de la vision.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Relever les défis rencontrés par les membres de la CdP dans la conception de services axés sur le client et développer collectivement des stratégies pour promouvoir les progrès et éliminer les obstacles.</li> </ul> <p>Relever des domaines d'intérêt précis pour des présentations plus ciblées des membres.</p>		
Objectif	Mandat	Résultats (2021/2022)	Plan de travail (2023/2024)
COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE DES CENTRES DE CONTACT (CPSSP)			
<p>Le secteur des centres de contact évolue à un rythme rapide en réponse aux attentes des citoyens en matière de service et à l'évolution rapide de la technologie.</p> <p>Le CPSSP a identifié le besoin de créer un forum où les leaders des centres de contact fédéraux, provinciaux et municipaux peuvent se rencontrer pour partager leurs</p>	<p>La communauté fournit un mécanisme permettant aux entités gouvernementales de travailler ensemble pour améliorer la prestation de services dans les centres de contact partout au Canada. Le champ d'action de la communauté couvre une série de sujets liés aux centres de contact, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir un forum pour partager l'expertise, les leçons apprises et les exemples de meilleures pratiques.</li> </ul>	<p>Objectif principal</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser des réunions trimestrielles au niveau de la direction pour discuter stratégiquement des problèmes/tendances émergents et des solutions novatrices, tout en établissant les liens nécessaires dans l'environnement du centre de contact pour accroître l'efficacité globale du service.</li> </ul> <p>Objectif secondaire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Créer un réseau informel au niveau des gestionnaires pour tirer parti de l'expertise sur des thèmes opérationnels précis sur une base ad hoc.</li> </ul> <p>La CdP CC fait des recommandations au CPSSP concernant des projets précis et des activités de travail, s'il y a</p>	<p>Les coprésidents des CC continuent de travailler à l'identification de membres potentiels du panel sur des sujets d'intérêt pour la communauté.</p> <p>Membres actuels – 82 personnes représentant : 5 ministères/organismes fédéraux, 21 ministères provinciaux/territoriaux et 21 municipalités.</p> <p>Les tables rondes proposées portent sur la technologie et/ou les fonctionnalités des centres de contact récemment mises en œuvre dans les administrations et sur les perspectives de service aux communautés vulnérables.</p> <p>Chercher à élargir l'adhésion des provinces/territoires et des municipalités.</p> <p>Le groupe <u>n'est pas</u> représenté actuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Terre-Neuve-et-Labrador</li> <li>Île-du-Prince-Édouard</li> <li>Nunavut</li> <li>Yukon</li> </ul>

<p>connaissances, cultiver les meilleures pratiques et encourager l'innovation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un forum pour établir des partenariats sur la recherche ou les solutions.</li> <li>• Donner accès à des conférenciers invités qui peuvent offrir des perspectives différentes sur la prestation de services des centres de contact.</li> <li>• Fournir des idées et des exemples d'innovation et d'efficacité du service dans l'environnement du centre de contact.</li> </ul>	<p>lieu. Les recommandations de la communauté de pratique des centres de contact seront fondées sur une approche visant à faire progresser les initiatives sur une base collaborative et/ou bilatérale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recherche des représentants des villes de Vancouver, Regina, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Montréal et Halifax</li> </ul>
---	---	---	---

# Priorité 3 : RECHERCHE ET INTELLIGENCE STRATÉGIQUE



**Le gouvernement numérique exige plus que des changements progressifs pour relever les défis actuels et à venir. Il implique de reconfigurer les responsabilités des différents niveaux de gouvernement et la manière dont elles se croisent et se coordonnent – essentiellement en repensant l'architecture du gouvernement, en particulier la gouvernance et le leadership.**

**Recherche** : les conclusions et les résultats qui permettront aux membres du CPSSP et du CDPISP de concevoir et de mettre en œuvre leurs stratégies d'amélioration des services. Cette démarche doit s'appuyer sur une recherche prospective qui alimentera les plans et les priorités stratégiques.

## **Intelligence stratégique / collective :**

- ❖ **Prévoyance** : La capacité de comprendre les tendances nationales et internationales qui présentent des possibilités d'amélioration du service;
- ❖ **Vision** : La capacité à conceptualiser des plans d'action basés sur la prévoyance et à créer un processus pour impliquer les autres;
- ❖ **Pensée systémique** : La capacité à percevoir, synthétiser et intégrer des éléments qui fonctionnent comme un tout pour atteindre un objectif commun.
- ❖ **Motivation** : La capacité de motiver différentes personnes à travailler ensemble pour mettre en œuvre une vision commune.
- ❖ **Partenariat** : La capacité de développer des alliances stratégiques et de créer des réseaux pour faire avancer les priorités et obtenir des résultats, en particulier au niveau fédéral, provincial, territorial et municipal. Le potentiel de l'impact collectif en travaillant de manière intergouvernementale dans un but commun.

*Les groupes de travail énumérés ci-dessous ont défini des produits livrables ou des résultats ciblés à l'appui de la priorité « Recherche et intelligence stratégique ». Voir la carte des priorités des Conseils mixtes.*

Objectif	Mandat	Résultats (2021/2022)	Plan de travail (2023/2024)
<b>COMITÉ DE RECHERCHE (CM)</b>			
Le comité de recherche est chargé de mener des recherches, sous la direction des conseils mixtes, pour soutenir les communautés de DPI et de prestation de services du secteur public.	Comité de recherche : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ soumet des rapports périodiques aux Conseils mixtes sur l'avancement de ses travaux, selon les besoins, et dirige et supervise une série d'activités de recherche pour faire avancer son programme de recherche.</li> <li>○ communique et diffuse les résultats et les produits de</li> </ul>	<b>Produits livrables 2021 :</b>  Rapports de recherche exécutifs : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Cybersécurité</li> <li>2. Confiance et identité numériques</li> <li>3. Intelligence artificielle</li> <li>4. Aperçu de CF 2020</li> <li>5. Moderniser le gouvernement Tendances mondiales</li> <li>6. Tests d'utilisabilité dans le</li> </ol>	<b>Produits livrables 2023 :</b>  En janvier 2023, les Conseils ont renouvelé un financement de trois ans pour soutenir le rôle d'analyste de recherche.  Pour 2023, le groupe devrait élaborer et diffuser des résultats et des produits de recherche aux conseils mixtes et au secteur public au sens large, notamment :



<p>Le comité de recherche a été créé en 1998 et a pour mission de fournir des conclusions et des résultats de recherche qui aideront les Conseils à concevoir et à mettre en œuvre des stratégies d'amélioration de la prestation de services.</p>	<p>la recherche aux Conseils mixtes et au secteur public en général, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Bulletin d'information quotidien</li> <li>○ Rapports mensuels de la direction de la recherche</li> <li>○ Référentiel de recherche public</li> <li>○ Analyse semestrielle de l'échange d'informations entre les administrations pour le CPSSP et le CDPISP</li> <li>○ Fournir des renseignements aux Conseils mixtes sur des sujets d'intérêt spécifiques, c'est-à-dire les tendances nationales et internationales liées au travail des DPI et des communautés de prestation de services</li> </ul>	<p>secteur public</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>7. La signature électronique dans le gouvernement</li> <li>8. Le CX dans la nouvelle normalité</li> <li>9. La gestion des données dans un monde numérique</li> <li>10. Importance de la recherche sur la satisfaction des clients</li> </ol> <p><b><u>Bulletins d'information quotidiens :</u></b> Un total de 245 bulletins d'information quotidiens.</p> <p><b><u>Référentiel de recherche :</u></b> Le groupe continue d'ajouter des articles de recherche clés à la base de données.</p> <p><b>**</b></p> <p><b>Produits livrables 2022 :</b></p> <p>Rapports de recherche exécutifs :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Prestation de services omni-canal du gouvernement</li> <li>2. Services gouvernementaux accessibles</li> <li>3. L'avenir du lieu de travail dans l'administration</li> <li>4. Informatique quantique 101</li> <li>5. L'importance de la conception axée sur l'utilisateur</li> <li>6. Gouvernement distribué</li> <li>7. L'accessibilité dans la prestation de services</li> <li>8. L'équité dans la prestation de services</li> <li>9. La diversité dans la prestation de services</li> <li>10. Efficacité du gouvernement</li> </ol> <p><b><u>Bulletins d'information quotidiens :</u></b> Un total de 230 bulletins d'information quotidiens.</p> <p><b><u>Référentiel de recherche :</u></b> Le groupe continue d'ajouter des articles de recherche clés à la base de données.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Bulletin d'information quotidien</li> <li>○ Rapports mensuels de la direction de la recherche</li> <li>○ Amélioration du référentiel de recherche public</li> <li>○ Soutenir le développement de l'analyse du partage des renseignements entre les administrations pour le CPSSP et le CDPISP (février et septembre)</li> <li>○ Fournir des informations aux Conseils mixtes sur des sujets d'intérêt précis, à la demande des Conseils</li> </ul> <p><a href="#">Le secrétariat du CIEC fournit un soutien au Comité de la recherche dans la gestion du rôle d'analyste de la recherche et conseille les responsables sur les priorités des Conseils afin de faire correspondre les produits livrables aux besoins de la table.</a></p> <p><a href="#">Ressources de recherche - Citoyens en tête - alimenté par le CIEC</a></p> <p><a href="#">Guides/Recherche - Citoyens en tête - alimenté par le CIEC</a></p>
<b>Objectif</b>	<b>Mandat</b>	<b>Résultats (2021/2022)</b>	<b>Plan de travail (2023/2024)</b>

## COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE DE GOUVERNEMENT OUVERT DU CANADA (CM)

<p>Le gouvernement ouvert est <a href="#">défini par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)</a> comme une culture de gouvernance qui fait la promotion des principes de transparence, d'intégrité, de responsabilité et de participation pour favoriser la démocratie et la croissance inclusive.</p> <p>Le Canada a rejoint le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) en 2011. L'Ontario et le Québec ont rejoint le programme local du PGO en 2016 et 2020, respectivement.</p> <p>En complément des meilleures pratiques proposées par l'OCDE et le PGO, les gouvernements FPTM du Canada se sont efforcés de mieux répondre aux besoins et aux exigences du public en matière de gouvernement ouvert, tout en respectant les mandats administratifs distincts des gouvernements et la nature fédérative du Canada.</p> <p>Au cours de la dernière décennie, diverses</p>	<p>En 2022, les membres du groupe ont convenu qu'un format de communauté de pratique offrirait une plus grande flexibilité qu'un format de « groupe de travail ».</p> <p>Les Conseils mixtes ont approuvé une proposition des coprésidents du gouvernement ouvert visant à modifier la structure du groupe pour en faire une communauté de pratique.</p> <p>La CdP du gouvernement ouvert est le forum FPTM :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Faciliter la recherche d'informations et de données en améliorant les capacités de recherche sur les sites Web des administrations</li> <li>2. Rendre plus d'informations et de données disponibles dans des formats standardisés avec des métadonnées, un balisage et une indexation améliorés</li> <li>3. Être plus ouvert en améliorant les politiques et les règles afin que les données et les informations gouvernementales soient ouvertes par défaut</li> <li>4. Engager de manière proactive le public et développer des opportunités de dialogue sur le travail des gouvernements</li> <li>5. Échanger les nouvelles tendances en matière de gouvernement ouvert et de données ouvertes.</li> </ol>	<p>En 2021, le groupe a présenté aux Conseils des recommandations sur l'application des principes de gouvernement ouvert dans la prestation de services.</p> <p>Il a des initiatives en cours liées aux bonnes pratiques en matière de données ouvertes, à la création d'écosystèmes de données ouvertes et au partage d'expériences sur les outils de visualisation des données, ainsi qu'au portail de données gouvernementales axé sur l'utilisateur. Le portail gouvernemental ouvert est en train de passer à la toute dernière version de CKAN.</p> <p>Cette mise à niveau permettra de bénéficier de fonctionnalités supplémentaires telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la possibilité de prévisualiser les ensembles de données sur une page</li> <li>• la possibilité d'offrir des points de terminaison API pour les ensembles de données</li> <li>• complet ensemble de données des services du GC et des informations sur leur performance sont disponibles sur le portail gouvernemental ouvert</li> <li>• Les données sont recueillies auprès des ministères à l'aide d'un logiciel libre développé par le SCT - Secteur de la gestion des dépenses et seront liées à <a href="#">Infobase du GC</a>.</li> <li>• Les <a href="#">Tableaux de bord sur le rendement des services</a> ont été lancés sur <a href="#">rechercher.ouvert.canada.ca</a> en 2020 et ont été mis à jour avec les dernières données disponibles sur</li> </ul>	<p>Le coprésident fédéral continuera de diriger la prestation des fonctions de secrétariat pour toutes les opérations de la communauté de pratique.</p> <p>La CdP du GCO continuera à faire rapport aux Conseils mixtes sur les travaux du groupe sur une base annuelle.</p> <p>Projets pour 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Portails de données ouvertes axés sur l'utilisateur</li> <li>• Mobilisation de l'engagement public</li> <li>• Mobilisation de l'engagement avec la communauté internationale du gouvernement ouvert</li> </ul> <p>Une demande de financement détaillée et la portée des travaux seront présentées lors d'une prochaine réunion des conseils mixtes.</p>
---	---	---	--



<p>administrations ont adopté des politiques de données et d'informations ouvertes, lancé des portails de données ouvertes, publié des ensembles de données ouvertes et créé des plateformes d'engagement public, ce qui a donné lieu à divers niveaux de maturité du gouvernement ouvert à travers la fédération.</p> <p>Afin de consolider la collaboration et de minimiser les silos sur les initiatives de gouvernement ouvert entre les différents paliers de gouvernement, le groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada a été lancé le 11 avril 2017.</p> <p>Le gouvernement ouvert fait partie de la transformation numérique du gouvernement qui a lieu dans les institutions publiques canadiennes. La communauté de pratique s'efforcera de mieux traduire les principes du gouvernement ouvert dans cette transformation numérique.</p>		<p>l'inventaire des services.</p> <p>Données sur le rendement : <a href="https://rechercher.ouvert.canada.ca/">rechercher.ouvert.canada.ca/</a></p>	
Objectif	Mandat	Résultats (2021/2022)	Plan de travail (2023/2024)
<b>GROUPE DE TRAVAIL SUR LE GOUVERNEMENT OUVERT (CM)</b>			
En août 2020, les Conseils mixtes ont approuvé la	Le groupe de travail sur le gouvernement ouvert offrirait un mécanisme permettant	Le groupe de travail sur les systèmes d'exploitation a créé un compte et des dépôts	Le produit livrable final (version 1.0) sur le matériel de niveau exécutif sur l'utilisation

<p>création d'un groupe de travail sur le gouvernement ouvert afin de faire progresser les avantages de la collaboration FPTM sur les logiciels libres.</p> <p>Le groupe de travail sur les systèmes d'exploitation fournit un mécanisme permettant aux administrations FPTM de collaborer et d'apprendre les uns des autres sur l'utilisation des sources ouvertes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir aux Conseils des connaissances de base essentielles sur l'utilisation des logiciels libres.</li> <li>Déterminer comment travailler ensemble de manière ouverte et proposer un modèle de propriété conjointe des projets de logiciels à code source ouvert auquel plusieurs administrations publiques peuvent participer.</li> </ul>	<p>aux administrations fédérales, provinciales, territoriales et municipales de collaborer et d'apprendre les uns des autres sur l'utilisation des logiciels libres et leur approche de travail en commun.</p> <p>Le groupe de travail a élaboré un mandat officiel et un plan de travail approuvés par les Conseils.</p> <p>Principaux produits livrables établis par les membres du groupe de travail sur le gouvernement ouvert :</p> <p><b>Règles liées :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Effectuer des recherches et fournir aux membres des Conseils mixtes une base mondiale d'administration publique sur l'approche des logiciels libres et des partenariats intergouvernementaux connexes</li> <li>Identifier les contraintes actuelles en matière de gouvernance, de politique et de droit pour les membres des conseils mixtes</li> <li>Effectuer des recherches, demander conseil et recommander aux membres des Conseils mixtes des mesures d'atténuation des contraintes liées à la gouvernance, aux politiques et à la législation</li> <li>Relever les contraintes actuelles de la collaboration intergouvernementale</li> <li>Effectuer des recherches, demander des conseils et recommander aux membres du Conseil conjoint des mesures visant à favoriser la</li> </ul>	<p>GitHub afin d'impliquer les membres</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><a href="https://github.com/ICCS-ISAC/">https://github.com/ICCS-ISAC/</a></li> <li><a href="#">Site GitHub du CIEC</a></li> <li><a href="#">Ressources des développeurs pour la confiance au numérique</a></li> </ul> <p>Le groupe de travail sur le gouvernement ouvert a fourni des conseils aux Conseils, à leur demande, concernant l'utilisation des logiciels libres et les implications éthiques sur l'utilisation, la contribution et la publication des logiciels libres.</p> <p>Le groupe de travail sur les systèmes d'exploitation est en contact avec d'autres groupes des Conseils pour une collaboration potentielle : Comité sur la confidentialité, Programme d'identification numérique et Sous-comité des dirigeants principaux de l'information sur la protection de l'information.</p> <p>Le groupe a été chargé de développer du matériel d'apprentissage de niveau exécutif sur l'utilisation des logiciels libres dans le gouvernement. Une version préliminaire du matériel a été partagée avec les Conseils mixtes lors de leur réunion de septembre 2022.</p>	<p>des logiciels libres dans le gouvernement a été approuvé lors de la réunion du CC de janvier 2023.</p> <p>Les administrations sont encouragées à l'utiliser et à le partager au sein de leur organisation et à fournir une rétroaction à leur membre du GTSE en vue d'améliorations continues.</p> <p><u>Projets :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Mettre en forme et publier le contenu sur le site Web de la CIEC. Établir et maintenir la boucle de rétroaction des utilisateurs finaux.</li> <li>Matériel d'apprentissage direct pour les efforts d'actualisation. Diriger la création de nouveaux contenus nets demandés par les Conseils mixtes</li> <li>Diriger l'élaboration et la mise en œuvre d'ateliers d'apprentissage. Diriger le développement et coordonner les stratégies de communication en matière d'apprentissage.</li> </ol> <p>La proposition de financement des activités proposées sera présentée lors de la prochaine réunion des Conseils mixtes.</p> <p><u>NOTE :</u> Depuis la création du groupe, le secrétariat du CIEC a dû fournir un soutien complet en matière de secrétariat pour que le groupe de travail sur le gouvernement ouvert puisse fonctionner et accomplir ses tâches, en raison du manque de ressources. Le CIEC ne peut plus fournir ce soutien à l'avenir et le secrétariat doit être fourni par le groupe de travail OU le groupe de travail devra présenter une demande de financement aux Conseils pour ce soutien.</p>
---	--	--	--

	<p>collaboration intergouvernementale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rechercher, développer et proposer un cadre de gouvernance et de propriété de la propriété intellectuelle pour la collaboration intergouvernementale</li> <li>• Élaborer des modèles de politique pour l'utilisation, la contribution et la publication de logiciels libres pour les conseils mixtes</li> <li>• Clarifier et proposer aux membres des Conseils mixtes les meilleures options en matière de choix de licences de logiciels libres.</li> </ul> <p><b>Outils liés :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Établir un catalogue des logiciels libres actuellement utilisés ou publiés par les membres des Conseils mixtes</li> <li>• Catalogue pour fournir des points de contact afin d'accroître la collaboration intergouvernementale et le partage des connaissances</li> <li>• Établir un processus/une plateforme pour soutenir le partage de l'évaluation, de la certification et de l'accréditation de la sécurité des logiciels entre les administrations.</li> <li>• Recherche et proposition d'une plateforme de collaboration intergouvernementale en matière de code source à soumettre à l'approbation des membres des Conseils mixtes; puis mise en place, gestion et promotion de la plateforme auprès des représentants des membres.</li> </ul>		
--	--	--	--

	<b>Personnes liées :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Rechercher et développer le matériel d'apprentissage d'Introduction aux logiciels et aux logiciels libres</li> <li>Développer une stratégie et du matériel de communication sur les concepts de base et les efforts et l'approche du Conseil conjoint en matière de logiciels libres</li> </ul>		
Objectif	Mandat	Résultats (2021/2022)	Plan de travail (2023/2024)
SOUS-COMITÉ SUR LA CONFIDENTIALITÉ (CM)			
<p>Promouvoir les principes d'accès et de protection de la confidentialité et fournir aux Conseils mixtes un leadership et un centre d'expertise sur les questions d'accès et de protection de la confidentialité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir les objectifs et les priorités des conseils en lançant des projets de coopération intergouvernementaux liés à l'accès et à la protection de la confidentialité et/ou en collaborant avec d'autres comités (p. ex., celui de la sécurité) pour promouvoir le programme d'accès et de protection de la confidentialité.</li> <li>Faciliter la communication continue entre les Conseils et les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir un forum national pour l'échange d'informations relatives à l'accès à l'information / à la liberté d'information et à la recherche sur la protection de la confidentialité, aux meilleures pratiques, à la formation, aux produits informatiques et à d'autres ressources, à l'appui des programmes et des objectifs du secteur public.</li> <li>Soutenir la mission du CDPISP, qui est de permettre l'amélioration des services au public canadien grâce à la collaboration entre les gouvernements et à un leadership démontré dans la gestion de l'information et de la technologie.</li> <li>Soutenir le mandat du CPSSP qui consiste à partager l'information, développer des partenariats et faciliter les solutions potentielles qui peuvent être utilisées pour améliorer la prestation de services du secteur public en jouant un rôle de leadership et de coordination dans les questions liées à l'accès</li> </ul>	<p>Le sous-comité sur la protection de la confidentialité se réunit tous les mois avec un taux élevé de participation des administrations de tout le Canada et du gouvernement fédéral.</p> <p>Les sujets de partage d'informations incluent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mises à jour de la législation et des politiques</li> <li>Évaluations des incidences sur la confidentialité</li> <li>Accords de partage d'informations</li> <li>Modernisation des technologies à l'appui de la prestation de services d'accès et des évaluations des incidences sur la confidentialité</li> <li>Confidentialité et accès aux ressources éducatives</li> <li>Statistiques sur l'accès à l'information</li> <li>Accès à l'information structures tarifaires</li> <li>Réponse et confidentialité en lien avec la COVID-19</li> <li>Évolution technologique et autres</li> </ul> <p>Une réunion annuelle virtuelle a eu lieu en octobre 2022 et a été accueillie par la Saskatchewan. Parmi les principaux sujets abordés lors de cette réunion figurent</p>	<p>Le sous-comité de la protection de la confidentialité planifie actuellement une réunion annuelle pour octobre 2023 qui sera organisée virtuellement ou en personne.</p> <p>Le groupe a discuté des principaux objectifs à ajouter au plan de travail. En outre, le groupe a été chargé de certains résultats attendus des Conseils mixtes, qui ont été ajoutés à cette liste. Il met l'accent sur les domaines suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Établir une bibliothèque de documents partagés Le groupe utilise désormais MS Teams pour stocker la documentation, partager et collaborer. Dans l'ensemble, cela a bien fonctionné, mais certaines administrations ont rencontré des difficultés pour accéder à des environnements MS Teams externes.</li> <li>Analyses gouvernementales ad hoc sur un certain nombre de sujets, notamment les droits d'accès à l'information et les statistiques, la résidence des données et les exigences en matière d'évaluation de l'impact sur la confidentialité.</li> </ol> <p>Le groupe devra revoir le plan de</p>

<p>commissaires à l'information et à la protection de la confidentialité du Canada sur les questions d'accès à l'information et de protection de la confidentialité afin de favoriser la compréhension des enjeux et des solutions.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Partager les connaissances et sensibiliser à la législation sur la protection de la confidentialité dans le secteur privé au Canada.</li> <li>Développer des outils et des solutions de conception de l'accès et de la protection de la confidentialité pour soutenir des pratiques cohérentes entre les administrations.</li> </ul>	<p>à l'information et à la protection de la confidentialité.</p>	<p>l'innovation numérique et l'identité numérique, l'analyse des données et la gouvernance, ainsi que l'intelligence artificielle. La réunion a été bien suivie, avec des représentants de presque toutes les administrations.</p> <p>Au cours des six derniers mois, un dialogue actif s'est poursuivi sur des questions telles que les mises à jour de la législation et de la politique en matière de protection de la confidentialité, la modernisation des technologies à l'appui de la prestation de services d'accès et les évaluations des facteurs relatifs à la confidentialité, les ressources éducatives sur la protection de la confidentialité et l'accès à l'information, le partage de l'information, les structures tarifaires de l'accès à l'information et les demandes courantes d'accès à l'information, entre autres.</p>	<p>travail à l'hiver 2024 pour déterminer s'il y a de nouvelles initiatives à ajouter à ce plan.</p> <p><b>Mandat de surveillance / Partage de renseignements / Réunions en face à face</b> Étant donné que le sous-comité de la protection de la confidentialité et de l'accès à l'information joue également un rôle consultatif et de communauté d'experts, il consacre beaucoup de temps à se tenir au courant des nouvelles lois, politiques, violations et questions et de leur impact sur le gouvernement.</p>
Objectif	Mandat	Résultats (2021/2022)	Plan de travail (2023/2024)

## COMITÉ NATIONAL DES CISO SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION (CDPISP)

<p>Le Comité national des CISO sur la protection de l'information (anciennement Sous-comité des dirigeants principaux de l'information sur la protection de l'information) a été créé en 1998 sous la direction du</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Permettre un gouvernement numérique sécurisé par l'échange et l'exploitation de renseignements exploitables, le partage des meilleures pratiques et la recherche et le développement de solutions conjointes.</li> <li>Améliorer l'état de préparation du secteur public canadien pour</li> </ol>	<p>Le groupe est très actif et tient des réunions mensuelles avec des représentants de toutes les administrations et de tous les niveaux de gouvernement.</p> <p>Le groupe rend compte au CDPISP sur une base régulière.</p> <p>La dernière mise à jour, en septembre 2022, portait sur les sujets/questions suivants :</p>	<p>Le Comité national des CISO sur la protection de l'information (CISO-CIP) devrait faire une présentation au CDPISP lors de la réunion de février 2023. Les sujets suivants sont à l'ordre du jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Résultats de la discussion de janvier des ministres FPT sur la cybersécurité concernant l'orientation et les activités futures du groupe.</li> </ul>
--	--	---	--



<p>CDPISP.</p> <p>Une participation, une collaboration et une synergie interadministrations sans précédent en tant que table FPTM pour le partage de renseignements et la création d'un réseau d'experts en cybersécurité dans tout le pays.</p> <p>Les activités du comité seront menées de manière sécurisée afin de protéger l'intégrité des gouvernements participants et de promouvoir une discussion ouverte sur les vulnérabilités en matière de sécurité.</p>	<p>améliorer la maturité des pratiques de sécurité du secteur public canadien.</p> <p>3. Veiller à ce que la cybersécurité soit défendue dans les services publics canadiens.</p> <p>4. Préparer des documents de synthèse à l'intention de ses membres et du CDPISP sur des sujets liés à la cybersécurité, à la protection de l'information, au traitement des incidents et des violations, aux meilleures pratiques et aux discussions sur les risques de sécurité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Aperçu des cybermenaces actuelles pour les administrations FPT</li> <li>✓ Principales activités communes FPT en matière de cybersécurité</li> <li>✓ Proposition : Attirer et retenir le personnel de cybersécurité</li> <li>✓ Discussion : Lien hiérarchique entre le Sous-comité des dirigeants principaux de l'information sur la protection de l'information et le CDPISP</li> </ul> <p>À l'automne 2022, le CDPISP a approuvé la proposition de renommer le groupe sous-comité des <b>CISO</b> sur la protection de l'information.</p> <p>Le groupe a également recommandé de devenir un comité à part entière (Comité national des CISO sur la protection de l'information), dans le but de soutenir la nouvelle table des ministres/sous-ministres sur la cybersécurité. La discussion se poursuit.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revoir la structure hiérarchique et la correspondre entre le comité des CISO du CDPISP et les nouvelles tables des SM et des ministres FPT sur la confiance au numérique et la cybersécurité.</li> <li>• Mise à jour de la matrice des capacités en matière de cybersécurité. Renseignements sur ce que les administrations ont mis en œuvre pour faire face aux cybermenaces.</li> </ul> <p><i>Plan de travail en attente</i></p>
Objectif	Mandat	Résultats (2021/2022)	Plan de travail (2023/2024)

## COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE DE L'APPROVISIONNEMENT EN TI (CDPISP)

<p>En 2010, le CDPISP a accepté de former un groupe de travail pancanadien intergouvernemental pour explorer les possibilités de coopération et de collaboration en matière d'approvisionnement en information et en technologies de l'information (I&amp;TI).</p> <p>En 2020, les membres ont déterminé que ce groupe offrait une</p>	<p>La CdP évaluera les possibilités pour le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les représentants des municipalités (ASIM) de tirer parti des accords d'I&amp;TI existants et/ou nouvellement créés au profit de tous les gouvernements participants et de leurs citoyens.</p> <p>L'objectif de cet effort de collaboration est de tirer parti du pouvoir d'achat collectif et de l'influence FPTM afin d'obtenir de meilleurs accords d'approvisionnement qui pourraient :</p>	<p>La CdP chargée de l'approvisionnement en TI engage et dirige les discussions relatives à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les meilleures pratiques en matière d'approvisionnement en I&amp;TI</li> <li>• les renseignements sur les contrats d'approvisionnement en I&amp;IT existants et les documents de demande de propositions, sous réserve des clauses de confidentialité de ces contrats</li> </ul>	<p>Les activités de la CdP pour 2023 continueront à correspondre à son mandat.</p>
--	--	---	--

<p>valeur importante aux administrations bénéficiaires et qu'il ferait la transition vers une communauté de pratique (CdP) qui pourrait prendre en charge un produit spécifique à la discrétion du Conseil.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>réduire les prix</li> <li>fournir des conditions contractuelles qui établissent un juste équilibre entre la protection des citoyens et le caractère raisonnable de l'activité commerciale</li> <li>réduire les coûts administratifs pour les gouvernements en réduisant la duplication des efforts entre les administrations</li> <li>réduire la propension des fournisseurs d'I&amp;TI à traiter différemment les administrations canadiennes</li> <li>tirer parti des initiatives du gouvernement fédéral et les réutiliser, notamment le cadre des fournisseurs de services infonuagiques.</li> <li>établir des conditions contractuelles communes pour divers types de contrats de TI</li> <li>partager les réussites et les défis de l'approvisionnement en technologies émergentes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>d'autres renseignements, le cas échéant,</li> <li>tirer parti et assurer la liaison avec les autres groupes de travail du Conseil et la CdP pour mieux contribuer aux priorités du Conseil, en particulier avec le groupe de travail MS O365.</li> </ul>	
Objectif	Mandat	Résultats (2021/2022)	Plan de travail (2023/2024)
<b>COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE SUR LES POLITIQUES RELATIVES AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS (CDPISP)</b>			
<p>La politique en matière de TIC a été établie en 2014 sous la direction du CDPISP, qui représente tous les paliers de gouvernement.</p> <p>Ce forum permet aux gouvernements participants d'échanger des renseignements, des politiques et</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partager les renseignements, les meilleures pratiques, les recherches et discuter des objectifs, des positions et des priorités nationales, provinciales et territoriales en matière de politique des TIC dans chaque administration et tester leur interopérabilité.</li> <li>Maintenir les normes les</li> </ul>	<p>La CdP sur la politique des TIC fonctionne sur la base de la conviction qu'une collaboration active entre tous les membres permettra de développer des instruments politiques auxquels contribueront au travail de nos collègues à travers le pays et qui correspondront à ce travail, si possible. Il devrait en résulter davantage d'occasions de partager des approches, voire de fédérer des services, afin de promouvoir une</p>	<p>Les coprésidents de la CdP continueront à faire participer le groupe à des discussions conformes au mandat.</p> <p>En outre, grâce à une collaboration active, les membres bénéficient d'un réseau étendu de contacts politiques dans tout le pays, avec lesquels ils peuvent communiquer de manière informelle pour discuter des défis et des approches.</p>

<p>des pratiques exemplaires sur les politiques sur les TIC. En février 2020, le groupe de travail est devenu une communauté de pratique.</p> <p>Les activités de la communauté de pratique seront menées de manière sécurisée afin de protéger l'intégrité des gouvernements participants et de promouvoir la discussion ouverte des questions de politiques.</p>	<p>plus élevées en matière d'analyse politique.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Offrir un forum de discussion pour améliorer la politique et la gestion des TIC en favorisant l'innovation dans la recherche, l'analyse et l'éducation.</li> <li>• Créer une approche de la politique en matière de TIC qui s'appuie sur les forces existantes des gouvernements membres – afin d'accroître leur capacité à tirer parti des opportunités et à répondre efficacement aux défis des technologies modernes.</li> <li>• Aider le CDPISP à traiter toute question de politique commune.</li> </ul>	<p>approche plus pancanadienne de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques.</p> <p>Une partie de l'activité 2022 de la CdC :</p> <p>Sujets de l'ordre du jour de la réunion de mars 2022</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Points saillants des réunions des Conseils mixtes virtuels et du CDPISP</li> <li>• Mise à jour sur le changement visant à supprimer la résidence des données de la législation FOIPPA de la Colombie-Britannique</li> <li>• Discussion sur l'utilisation des signatures électroniques dans les différentes administrations et sur les instruments politiques et les autorités</li> <li>• Discussion sur la politique d'architecture d'entreprise</li> <li>• Question aux administrations sur la politique de droit d'auteur et la licence d'attribution Creative Commons (PEI)</li> <li>• Deux analyses des administrations ont été envoyées aux membres de la CdP des TIC concernant : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Utilisation des appareils pour les utilisateurs non gouvernementaux</li> <li>○ Politique du droit d'auteur de la Couronne et de la licence d'attribution Creative Commons</li> </ul> </li> </ul>	<p>Le dernier sujet à l'ordre du jour de la réunion (janvier 2023) : Présentation par Omar Bitar, TBS sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Directive sur la prise de décision automatisée et Évaluation de l'impact algorithmique</li> <li>○ Discussion des membres sur le projet de loi fédéral C-27, <i>Loi sur la mise en œuvre de la Charte du numérique</i></li> </ul>
Objectif	Mandat	Résultats (2021/2022)	Plan de travail (2023/2024)
<b>COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE SUR L'INFORMATIQUE EN NUAGE (CDPISP)</b>			
La Communauté de pratique sur l'informatique en nuage du CDPISP	Le mandat du groupe de travail sur le nuage est de fournir un forum de discussion et de conseil	En 2021, le coprésident fédéral du GTN et le coprésident PT du CDPISP ont tenu des consultations avec	Le groupe de travail sur le nuage est actuellement INACTIF.



<p>fournit des conseils au Comité directeur sur l'informatique en nuage du gouvernement du Canada (CDIN-GC) alors qu'il développe une approche de consultation de l'industrie sur la façon dont le secteur public peut mettre en œuvre avec succès les services infonuagiques.</p> <p><i>Le MS O365 du CDPISP a été créé en tant que sous-groupe du groupe de travail sur le nuage, mais le groupe n'a pas de structure hiérarchique directe et continue de fonctionner indépendamment du groupe de travail sur l'informatique en nuage.</i></p>	<p>entre les administrations canadiennes concernant ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Les approches et les meilleures pratiques pour une mise en œuvre et une utilisation réussies des services infonuagiques.</li> <li>2) Les avantages tirés des services infonuagiques.</li> </ol> <p>Les membres peuvent également participer, en tant qu'observateurs, à un processus formel de demande de renseignements sur les services en nuage et à toute entrevue ou consultation de l'industrie qui en résulterait.</p> <p>Le GTN peut formaliser et étendre son rôle au-delà de ce mandat provisoire. Il peut réviser son mandat à mesure que de nouveaux intérêts du CDPISP sont établis au fil du temps.</p> <p>Le CDPISP se réserve le droit de décider du changement de mandat, de l'expansion ou de la réduction de la portée, de la création de sous-groupes, de la résiliation, etc., du groupe de travail s'il le juge nécessaire et pertinent.</p>	<p>les membres du CDPISP dans tout le pays pour discuter des priorités administratives liées au nuage afin de contribuer à l'élaboration d'un plan de travail pour le groupe.</p> <p>Les consultations étaient presque terminées, mais le président du groupe a dû se retirer. Le Secrétariat a été informé qu'en raison de la récente restructuration et d'autres changements de gouvernance au palier fédéral, <i>un nouveau président serait mis en place, en attendant d'avoir des nouvelles.</i></p> <p>Les questions des consultations administratives étaient les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Votre administration a-t-elle mis en place une stratégie en matière de services infonuagiques?</li> <li>▪ Pour quels types de services votre administration va-t-elle recourir au nuage?</li> <li>▪ Quels défis rencontrez-vous lors de la migration vers le nuage, par exemple, le contrôle des prix/coûts, la sécurité, etc.</li> <li>▪ Créez-vous de nouveaux postes, mettez-vous à jour vos compétences actuelles ou faites-vous appel à des services professionnels pour assurer la migration vers le nuage?</li> <li>▪ Votre administration a-t-elle été confrontée à des conséquences imprévues lors de la mise en œuvre ou de la migration vers le nuage?</li> <li>▪ Au cours de l'exercice actuel (2021-2022), comment tirez-vous parti des services infonuagiques?</li> <li>▪ Votre administration a-t-elle la possibilité de travailler avec d'autres administrations ou avec le gouvernement fédéral</li> </ul>	<p>Le CDPISP devra confirmer un nouveau président fédéral et/ou PT et reconfirmer/mettre à jour le mandat OU décider de mettre officiellement fin aux activités du groupe.</p>
--	--	---	--

		pour tirer parti de services communs dans le nuage?	
Objectif	Mandat	Résultats (2021/2022)	Plan de travail (2023/2024)
<b>GROUPE DE TRAVAIL MICROSOFT O365 (CDPISP)</b>			
<p>Le groupe de travail Microsoft Office 365 (O365) a été formé pour partager les expériences entre les administrations canadiennes et discuter de sujets d'intérêt mutuel liés à M365/O365.</p> <p>Ces sujets comprennent les licences, les achats, la mise en œuvre au niveau de l'entreprise, les politiques, la gestion de l'information, la gestion du changement et l'adoption par les utilisateurs, ainsi que les services de soutien.</p> <p><i>Le MS O365 a été créé en tant que sous-groupe du groupe de travail sur le nuage, mais le groupe n'a pas de structure hiérarchique directe et continue de fonctionner indépendamment du groupe de travail sur l'informatique en nuage.</i></p>	<p>Le champ d'action de ce groupe de travail est limité aux produits et services Microsoft Office 365. Le groupe de travail O365 rend compte au CDPISP.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Partager des informations relatives à la configuration, aux processus, aux politiques, aux pratiques, aux stratégies de mise en œuvre, etc., dans le but d'apprendre et de profiter les uns des autres</li> <li>Cibler et agir sur les possibilités de réduction des coûts ou d'augmentation de la valeur en tirant parti du pouvoir d'achat des différentes administrations.</li> <li>Partager les renseignements relatifs à la mise en œuvre et à la gestion continue de M365/O365, telles que la conservation des données, les paramètres de configuration qui affectent la conservation des informations, les options de gestion des dossiers, la sécurité, etc.</li> <li>Examiner les questions et les déclarations prospectives de Microsoft concernant l'orientation de M365/O365 et la manière dont ces changements pourraient être utilisés dans le service public, ou comment ils sont susceptibles d'avoir un impact sur les politiques</li> </ul>	<p>Activité la plus récente depuis la dernière mise à jour du CDPISP en juin 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Gestion des adoptions et des changements (GAC) pour O365</b>  Des conférenciers invités du gouvernement de l'Ontario et de Deloitte Consulting ont présenté les travaux réalisés à ce jour par cette administration et les plans futurs pour la GAC O365</li> <li><b>Investigation électronique</b>  Un membre du groupe de travail de l'Alberta a présenté l'état actuel des services d'administration de la preuve électronique dans cette province, y compris le soutien aux conseillers juridiques et aux services du gouvernement de l'Alberta.</li> <li><b>Intelligence du marché O365/M365</b>  Les conférenciers invités de Gartner ont présenté un exposé sur la position de Microsoft sur le marché mondial, ses récents résultats et sa stratégie en matière de services infonuagiques, ainsi que sur la manière dont cette stratégie affecte les organisations (des secteurs public et privé) qui achètent des produits et services Microsoft.</li> <li><b>Panne de Rogers Communications</b>  Des tables rondes sur les interruptions de service d'avril et de juillet afin de partager les expériences</li> </ul>	<p>Les activités du groupe pour 2023 continueront à correspondre au mandat du groupe. Le groupe de travail MS O365 devrait rendre compte au CDPISP au début de 2023 de ses activités et des mesures à prendre.</p>

	<p>et les mises en œuvre actuelles.</p> <p>Obtenir un avantage stratégique et une plus grande influence auprès de Microsoft en parlant d'une seule voix sur des questions communes ou pancanadiennes.</p>	<p>et de discuter des contingences/redondances pour atténuer les risques de pannes similaires à l'avenir.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>Mises à jour récentes de Microsoft Teams et de l'UGS Teams Rooms Pro</b> <p>Le président du groupe de travail a présenté un aperçu des fonctionnalités Teams à venir lors de Microsoft Ignite pour l'UGS Teams Rooms Pro, y compris le récent changement de prix pour cette UGS</p> </li> <li> <b>Évaluer le besoin en UGS M365 vs O365</b> <p>Table ronde sur la façon dont les administrations font face à la décision d'acheter ou non M365 par rapport à O365, étant donné que Microsoft offre de meilleures remises sur les SKU M par rapport à O et que le prix des UGS M est nettement supérieur à celui de O.</p> </li> <li> <b>CDPISP et Microsoft</b> <p>Table ronde sur la façon de créer une voix unifiée du secteur public lorsqu'il s'agit de traiter avec Microsoft.</p> </li> <li> <b>Power Platform</b> <p>Un conférencier invité du gouvernement de l'Ontario a présenté les expériences et les plans de cette juridiction pour la Power Platform de Microsoft, l'objectif principal étant de créer un environnement Low Code qui répond aux besoins des utilisateurs professionnels (développeurs citoyens) et des développeurs d'applications.</p> </li> </ul>	
--	---	---	--

# Groupes de travail des Conseils mixtes

## Carte des priorités



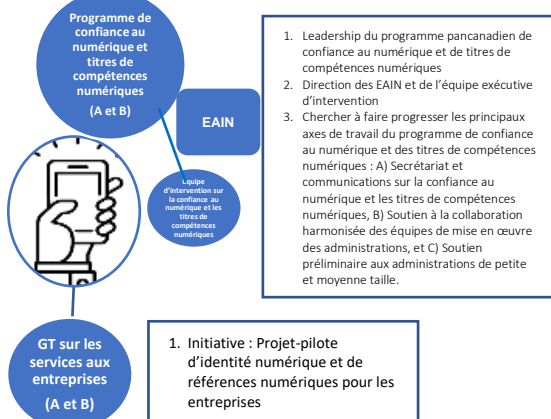
# Cartographie des priorités des Conseils mixtes soutenues par les groupes de travail et les CdP

**Remarque :** Chaque priorité est étiquetée A, B ou C. La priorité qu'un groupe soutient est indiquée ci-dessous. Un groupe de travail peut soutenir une ou plusieurs priorités.

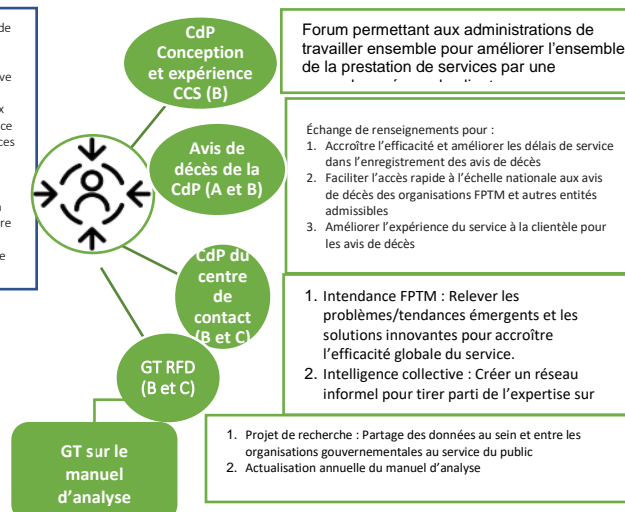
La section 1 met en évidence les groupes de travail avec des **PRODUITS LIVRABLES** ciblés au cours de la prochaine année qui soutiennent la priorité A, B, et/ou C.

La section 2 met en évidence les autres groupes de travail et communautés de pratique des Conseils qui ont identifié des **RÉSULTATS** ciblés.

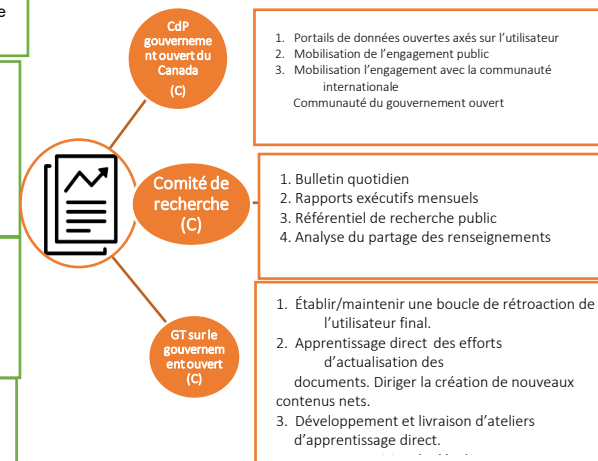
## Priorité de confiance au numérique et titres de compétences numériques



## Priorité aux services axés sur le client



## Priorité à la recherche et à l'intelligence stratégique



### Section 1

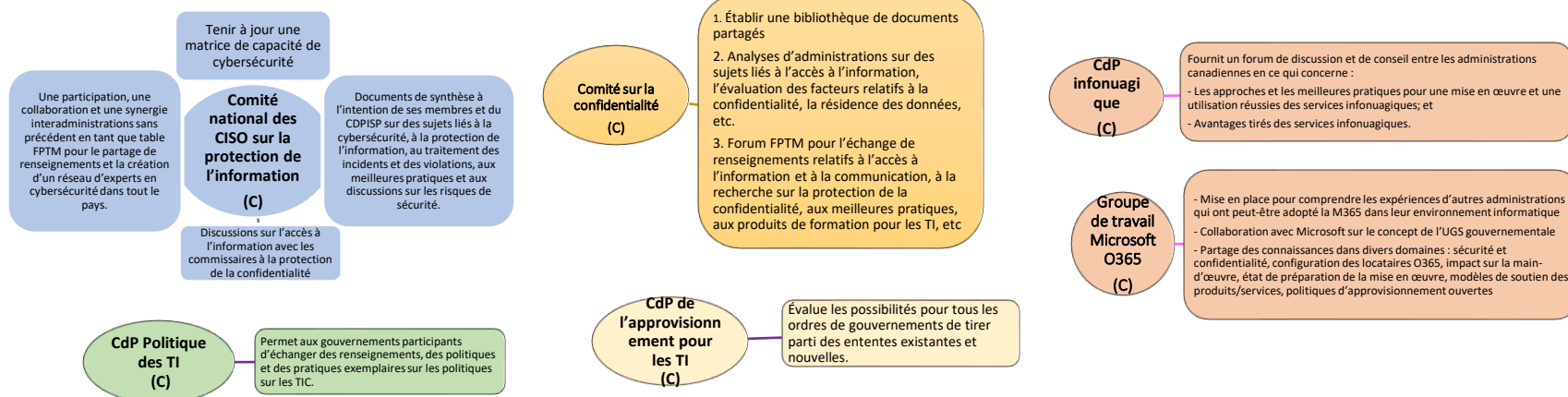
1

Produits livrables ciblés soutenant les priorités des CM

### Section 2

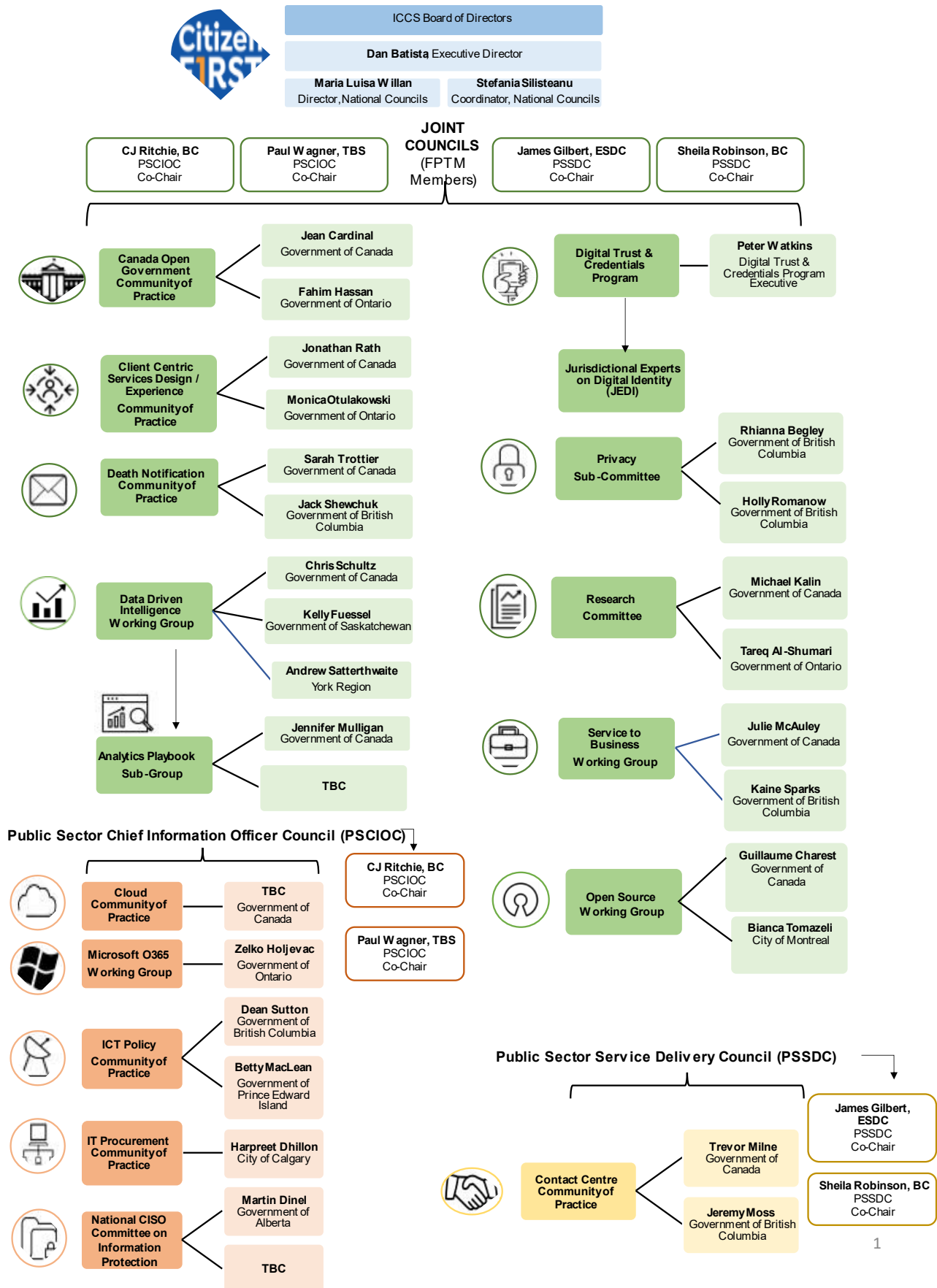
2

Résultats ciblés soutenant les priorités des CM ou du CDPISP



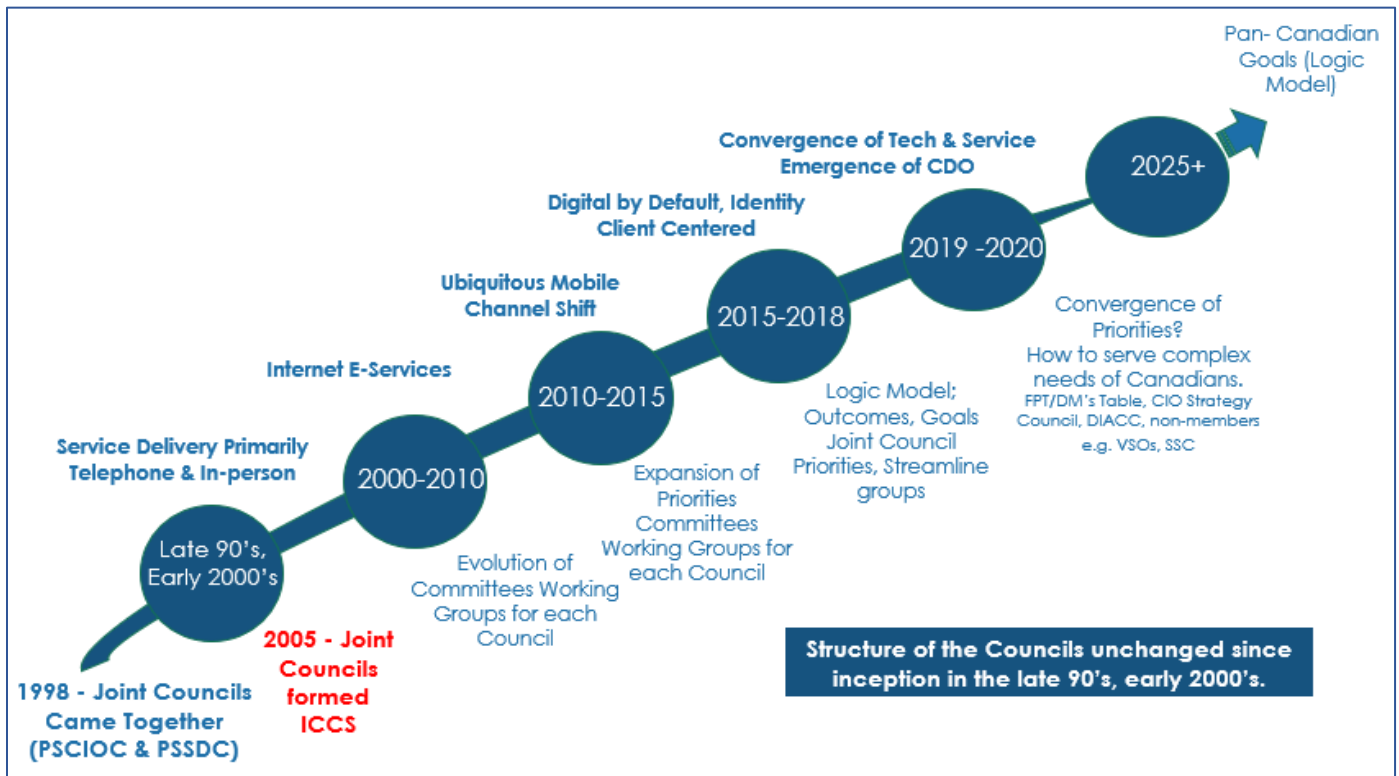
# ANNEXE

# Joint Councils Organizational Chart





## Évolution des Conseils mixtes



## Modèle logique des Conseils mixtes (2017)





Citizen  
F1RST

C1TOYENS  
en tête